



PRÉFET DE LA HAUTE-SAVOIE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Pôle administratif des installations classées

Le préfet de la Haute-Savoie

Annecy, le 08 janvier 2025

Chevalier de la légion d'honneur
Officier de l'ordre national du mérite

Arrêté n°PAIC-2025-0003

Portant mise en demeure de **la société Rannard Frères** qui exploite une carrière à ciel ouvert de roches massives sur la commune de Clarafond-Arcine lieu-dit « La Plantaz ».

VU le Code de l'environnement, notamment le livre I^{er}, titre VII (dispositions communes relatives aux contrôles et aux sanctions) et les articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1 et R. 171-1,

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements et notamment son article 43 ;

VU le décret du 20 juillet 2022 portant nomination de M. Yves LE BRETON, préfet, en qualité de préfet de la Haute-Savoie ;

VU le décret du 6 décembre 2022, nommant M. David-Anthony DELAVOËT, administrateur de l'État hors classe, détaché en qualité de sous-préfet hors classe, secrétaire général de la préfecture de la Haute-Savoie ;

VU l'arrêté préfectoral n°SGCD/SLI/PAC/2022-148 du 15 décembre 2022 donnant délégation de signature à Monsieur le secrétaire général de la préfecture de la Haute-Savoie ;

VU l'arrêté ministériel du 22/09/1994 modifié relatif aux exploitations de carrières ;

VU l'arrêté préfectoral n°2005-213 du 26 janvier 2005 modifié autorisant l'exploitation par la société Rannard Frères à exploiter une carrière d'éboulis et roche massive calcaires sur la commune de Clarafond-Arcine.

VU les arrêtés préfectoraux n°PAIC 2021-0003 du 13 janvier 2021 et n°PAIC 2024-011 du 19 février 2024 modifiant les prescriptions et les conditions d'exploiter de la carrière Rannard Frères à Clarafond-Arcine ;

VU la visite d'inspection réalisée sur le site le 28 novembre 2024 par l'inspection des installations classées ;



VU le rapport de l'inspecteur de l'environnement en date du 17 décembre 2024 transmis à l'exploitant par courrier recommandé avec AR n°1A 193 133 7675 7 en date du 18 décembre 2024 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

VU l'absence d'observations de la part de l'exploitant à l'issue de la phase contradictoire engagée le 18 décembre 2024 ;

CONSIDÉRANT que le profil des fronts prévus l'article 3.4.1 de l'arrêté préfectoral modifié du 26 janvier 2005 ne sont pas respectés ;

CONSIDÉRANT que la reprise des fronts réalisée ne respecte pas les modalités d'exploitation prévues dans la phase 1 de l'article 3.3 de l'arrêté préfectoral modifié ;

CONSIDÉRANT que la stabilité des fronts d'une hauteur largement supérieure à 15 m, de l'ordre de 40 m pour le premier gradin, ne permet pas de garantir la stabilité sur le long terme de la carrière ;

CONSIDÉRANT qu'afin de poursuivre l'exploitation, l'exploitant doit justifier que sa méthode d'extraction et de tir lui permettra de respecter la géométrie des fronts prévus dans l'arrêté ;

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu conformément à l'article L. 171-8 du Code de l'environnement de mettre en demeure l'exploitant de respecter les prescriptions de son arrêté préfectoral et du Code de l'environnement ;

SUR la proposition de Monsieur le Secrétaire général de la préfecture de la Haute-Savoie ;

A R R E T E

Article 1^{er} :

La société Rannard Frères , ci-après dénommée « l'exploitant », dont le siège social est situé 142 rue de la mairie 74 270 Clarafond-Arcine, est mise en demeure de respecter, sous un délai de trois mois :

- les dispositions édictées à l'**article 3.4.1** de l'arrêté préfectoral modifié du 26 janvier 2005 autorisant l'exploitation d'une carrière à ciel ouvert de roches massives sur la commune de Clarafond-Arcine en justifiant le respect de la géométrie des fronts prévue à cet article. L'exploitant justifiera auprès de l'inspection des installations classées que les plans de tir élaborés permettent de respecter la géométrie des fronts avant la reprise des tirs.
- les dispositions édictées à l'**article 3.3** de l'arrêté préfectoral modifié du 26 janvier 2005 en respectant le phasage prévu et les zones à exploiter.

Article 2 :

Les délais s'entendent à compter du jour de la notification du présent arrêté.

Dans le cas où les obligations prévues à l'article 1 ne seraient pas satisfaites dans les délais impartis par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues au point II de l'article L.171-8 du Code de l'environnement.

Article 3 :

Le présent arrêté est notifié à la société Rannard Frères.

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

La présente décision peut être déférée par l'exploitant auprès du Tribunal administratif de Grenoble, notamment par la voie postale ou par la voie dématérialisée depuis le portail « Télérecours citoyens »

accessible à l'adresse « www.telerecours.fr », dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publicité.

Article 4:

Monsieur le Secrétaire général de la préfecture de la Haute-Savoie et monsieur le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargé de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture, ainsi que sur le site internet de la préfecture et dont une copie sera adressée au maire de Clarafond-Arcine.

Pour le préfet,
Le secrétaire général,



David-Anthony DELAVOËT